

LE SPECTATEUR

DE

L'ORIENT.

TOME QUATRIÈME.



ATHÈNES,

IMPRIMERIE DE LAZARE VILARAS ET B. LIUMIS.

—0—

1855.

TABLE

DES MATIERES DU SECOND VOLUME

De la seconde année.

—000—

Les Albanais.—P.	1
La Russie Contemporaine.—R.	22
Quinzaine politique du Spectateur.—A.	27
Bulletin Bibliographique.	
De la situation des partis en Grèce.—D.	33
Etudes économiques sur l'Orient.—S.	51
Quinzaine politique du Spectateur.—A.	72
Exposition Universelle de 1855.	
Notices sur les Finances de la Grèce, de 1833 à 1843.—B.	81
Etudes économiques sur l'Orient.—S.	90
Quinzaine politique du Spectateur.—A.	112
Exposition Universelle de 1855.	
L'Empereur Nicolas et la Grèce.—R.	129
Opinion sur la Grèce.—D.	144
Quinzaine politique du Spectateur.—A.	151
Exposition Universelle de 1855.	
Sur la question d'Orient et sur la population agricole de la Turquie.—S.	105
Coup d'œil rétrospectif sur les relations poli- tiques des chrétiens de l'Orient avec l'Eu- rope occidentale.—P.	188

Quinzaine politique du Spectateur.—A. Exposition Unniverselle de 1855.	215
Diary in Turkish and Greek Waters.—D. Sur la question d'Orient et sur la population a- gricole de la Turquie.—S.	237
Mouvement du commerce de la Grèce.—B.	257
Quinzaine politique du Spectateur.—A. Exposition Unniverselle de 1855.	273
Esquisses de la littérature Grecque moderne.—A.	301
De l'émancipation des chrétiens sous le régime Turc.—P.	343
Exposition Unniverselle de 1855.	
Syra.—L.	361
Les prophéties.—P.	378
Chronique politique du Spectateur.—S.	381
Concours de poésie.—Le quinzième anniversaire de la fondation de l'université Othon.	

FIN DE LA TABLE.

LE SPECTATEUR

DE

L'ORIENT.

Livr. 37.—23 Février (7 Mars) 1855.

Les Albanais.

Fin de la dernière partie ().*

—0000—

Il y a eu depuis un certain temps trois essais pour mettre un terme à l'anarchie qui a désolé les provinces albanaises dès les premiers jours de la conquête ottomane. Les deux premiers se produisirent dans le pays même, l'un au nord, l'autre au sud, ces deux grandes divisions territoriales de l'Albanie étant restées désunies dans cette circonstance, comme toujours. Les pachas de Scodra et de Jannina parvinrent en effet, il y a de cela une cinquantaine d'années, à ranger sous leur autorité la plupart

(*) Voir les livraisons 19, 24 et 28.

des districts de ces contrées ; mais ils devinrent par là trop puissants eux-mêmes, pour que leur position fût désormais beaucoup plus compatible avec l'intérêt du Sultan, que ne l'avait été auparavant celle des beys qu'ils avaient détruits, et des territoires qu'ils avaient subjugués ; de façon que le gouvernement central de Constantinople se décida à son tour à tenter pour son propre compte un dernier effort, qui réussit bien à dompter les grands vassaux de la haute et de la basse Albanie, mais qui n'en échoua pas moins dans l'œuvre définitive de la réforme sociale et politique.

Je ne referai pas ici l'histoire d'Ali-pacha après Pouqueville, ni celle des Bouschatlis, après M. de Hahn, encore moins celle du grand-visir Reschid-pacha et de ses successeurs, après les récits si exacts, et souvent si animés de MM. Urquhart, Cyprien Robert et Boué. Tous s'accordent plus ou moins, mais surtout les deux derniers, à convenir de l'insuccès final de ce travail de subordination et d'unité, entrepris successivement par des hommes dont quelques uns ne manquaient certes pas de courage et de moyens. Ce qui n'a pas été assez clairement démêlé et ce qui par conséquent a besoin d'être mieux connu, ce sont les causes déterminantes de l'impuissance de toute administration turque vis-à-vis des éléments récalcitrants du pays.

Lorsque la royauté, brisant en Europe le système féodal, entreprit de se donner un pouvoir qui, à travers des mutations progressives, devint à peu près absolu, elle trouva dans les villes constituées municipalement, dans la bourgeoisie, dans le tiers état, ses alliés les plus francs et les plus empressés ; c'est qu'elle travailla au

profit du peuple aussi bien qu'à celui du prince, ces deux pôles de toute vraie société civile, ainsi que les a si bien appelés Augustin Thierry ; c'est que la puissance qu'elle s'attribuait était surtout employée à la défense des faibles, au maintien de la paix publique, au respect des droits acquis. Il y avait entre le monarque et le sujet un lien moral qui fit que, tout en poursuivant leurs propres intérêts, ils oubliaient rarement leurs devoirs mutuels ; et telle était la solidarité qui les reliait dans cette cause de l'unité du pouvoir et du nivellement social, que, bien que la monarchie l'ait parfois soutenue par l'astuce et par la cruauté, en surchargeant le peuple d'impôts et de vexations, celui-ci lui resta presque constamment fidèle, lors même qu'il n'avait point de raison pour l'aimer.

Qu'un tel lien moral n'existât guère entre le monarque turc, entre l'élément turc et ses sujets chrétiens, on le conçoit aisément. L'abîme des contradictions et des haines mutuelles qui sépare les deux religions et les deux nationalités, en empêchera toujours l'union sociale et civile. La meilleure volonté du monde ne saurait triompher de cette incompatibilité radicale de principes et d'intérêts. Mais par l'esprit de discipline qui fait le fond de leur caractère national, les chrétiens de l'Orient se sont souvent montrés disposés à aider le gouvernement turc dans son entreprise de mettre un peu d'ordre en Albanie ; ils ont été sans cesse ou éconduits, ou bien cruellement trompés dans leurs espérances. « Les chrétiens, dit » M. Urquhart, avaient aidé le Sultan à vaincre Ali- » pacha, mais les dix années d'anarchie qui suivirent sa défaite ne leur avaient donné que de trop » justes motifs de regretter le parti qu'ils avaient

» pris. (*) » Ceux qui, plus avisés, avaient voulu stipuler quelques garanties, avant de s'engager vis-à-vis de la Porte, comprirent de prime abord, qu'ils n'avaient rien à espérer de la nouvelle administration. Lorsqu'en 1820 les Souliotes vinrent offrir leurs services au général turc chargé de réduire Ali-pacha, après lui avoir donné des preuves de leur sincérité en payant de leurs personnes au siège de Prévésa, ils ne lui demandèrent pour prix de leur secours, que la restitution de leurs foyers et la confirmation des capitulations accordées à leurs ancêtres. Un souverain d'Europe aurait sans doute trouvé la demande fort juste et fort naturelle ; quant au représentant de la Porte, il fit sentir aux Souliotes que son gouvernement ne voulait plus que des *rayas* en Albanie, c'est-à-dire des esclaves propres à se laisser traiter suivant le bon plaisir du maître ; aussi cette race guerrière se vit-elle obligée de passer, bon gré mal gré, du camp des Turcs à celui d'Ali, bien qu'elle en fût l'ennemie mortelle (**). Dix ans plus tard, les mêmes scènes se renouvelèrent à l'occasion et à la suite de l'entreprise du grand-visir Reschid-pacha. « Ce furent les Grecs, dit encore M. Urquhart, qui, par leurs contributions empressées et volontaires de vivres » et d'argent, aussi bien que par le secours de leurs armes, » fournirent au grand-visir les moyens de battre les Albanais et le pacha de Scodra » (***) . Il y eut là surtout,

(*) La Turquie, ses ressources etc. Trad. française, p. 14.

(**) Pouqueville, hist. de la régénération de la Grèce, tom. 2. p. 91 et suiv. 153 et suiv. Pressé d'arriver au terme de mon travail, je ne cite en général que quelques faits entre mille.

(***) Ouvrage cité, p. 24.

en 1831, pour le généralissime turc, un moment très-difficile où son entreprise faillit échouer complètement et ne fut sauvée que grâce au dévouement des guerriers chrétiens de l'Épire. Les Mirdites et les Guègues, qui marchaient avec le rebelle Bouschatli de Scodra, s'étaient retranchés dans un couvent qui dominait le défilé de Babussa. Attaqués à plusieurs reprises par les réguliers turcs, ils repoussèrent toujours leurs assauts ; ces réguliers ne voulaient plus se battre ; quant aux irréguliers musulmans, mécontents du nouveau système militaire, ils allaient forcer le grand-visir à une fuite honteuse, lorsque trois cents pallikares grecs de l'Épire vinrent lui proposer de s'emparer du couvent ou de mourir en luttant contre les champions de l'anarchie. Bientôt, salués par les cris de toute l'armée, ils gravirent la montagne et, sous une grêle de balles, s'emparèrent du monastère, décidant ainsi du sort de la journée et de l'issue de la campagne. Mais le lendemain les malheureux Épiotes furent obligés d'aller défendre un village grec contre le pillage de ces mêmes réguliers qui avaient lâché pied devant l'ennemi ; la défense du village leur coûta plus d'hommes qu'ils n'en avaient perdu à l'assaut du couvent ; et, dérision cruelle, la *permission* de se voir décimés pour sauver leurs coreligionnaires ne fut accordée à ces braves, que *pour prix du courage* qu'ils avaient déployé au combat de Babussa ; ce sont les termes dont se sert, en parlant de ce fait, M. Cyprien Robert, auquel j'ai emprunté le récit qu'on vient de lire (*). Quoi de plus naturel après cela que les chrétiens ne se soient jamais reconciliés fran-

(*) Revue des Deux Mondes, tome 31, p. 393, 400—401.

chement avec l'administration turque? Malgré ses réformes, l'Épire se souleva une première fois en 1835 (*); en 1836, il y eut en Toskarie, des rassemblements de klephtes qui interceptèrent les routes et inquiétèrent Bérat; en 1839 et 1840 les chrétiens du nord se révoltèrent également et battirent à plusieurs reprises le nizam turc. On connaît enfin la malheureuse insurrection de 1854. Il est clair que les chrétiens de l'Albanie ne mettent aucune confiance dans les réformes de la Porte (**).

Mais ce qui au premier coup d'œil paraît moins intelligible, c'est que les Albanais musulmans se trouvent par rapport à l'administration turque dans une position aussi hostile, je dirai même plus hostile que ne l'est celle des Grecs et des Albanais chrétiens. Rattachés par la religion au gouvernement de Constantinople, on aurait cru que les Albanais musulmans finiraient par être menés, au moyen de ce lien moral, à une fusion sociale et civile avec l'élément turc. Il n'en est rien pourtant. J'ai déjà

(*) « Les Schkipotars hellénisés du sud furent réduits à s'appuyer sur le nouveau royaume de l'Hellade, incomplet sans l'Épire et les montagnes Thessaliennes... L'Albanie se souleva donc en 1835, et si cette vaste trame insurrectionnelle avait trouvé le moindre appui dans le gouvernement grec, nul doute qu'Othon n'eût été à Jannina proclamé souverain de l'Épire. Ce roi, encore mal affermi, craignit de se compromettre auprès du Sultan, et la révolte des chrétiens d'Albanie fut étouffée; mais elle avait révélé un fait nouveau, un changement de rôle; ce n'étaient plus les musulmans qui dirigeaient le mouvement national, c'étaient les chrétiens grecs et mirdites. » Cyprien Robert, p. 402.

(**) « L'égalité des musulmans et des chrétiens a souvent été promise à ceux-ci, soit par les gouverneurs turcs qui aspiraient à l'indépendance, notamment par Ali-pacha, soit par les pachas et les visirs envoyés pour étouffer la révolte; mais cette promesse n'a jamais été tenue. » Urquhart, *ouvr. cité*, p. 14.

cherché à mettre en relief le véritable caractère de l'apostasie albanaise: c'était un accommodement. On acceptait la religion musulmane pour conserver son indépendance, et l'on entendait par indépendance, le droit de ne pas payer l'impôt, le droit de se moquer des ordres émanés de Constantinople, le droit de piller ses voisins. C'est là le résumé des maximes, le décalogue, pour ainsi dire, du mahométisme aux yeux de l'Albanais musulman. Le gouvernement turc, après avoir pendant plusieurs siècles accepté cet arrangement, ne peut maintenant essayer de mettre un terme à une anarchie détestable, sans enfreindre ses propres conditions, sans porter atteinte aux intérêts les plus chers de la population musulmane, et sans en attaquer même la conscience, puisque cette malheureuse population considère ses privilèges comme indissolublement liés à la religion qu'elle professe.

L'Albanais d'ailleurs, sans posséder un sentiment de nationalité bien fort, en a cependant assez pour ne pas vouloir être turc et pour mépriser ce dernier souverainement, même lorsqu'il est son coreligionnaire (*). De son côté, l'administration turque, désespérant de réconcilier les Albanais musulmans avec ses essais de réforme, se vit réduite à la triste nécessité de procéder contre eux par la voie de la violence et de la fraude. A l'époque

(*) « En voyant tant d'Albanais dans les rangs turcs, on croirait que ce sont ses plus fidèles sujets, tandis qu'ils sont tout le contraire... Les Albanais méprisent tous les Turcs, parce qu'ils se regardent comme leurs supérieurs pour la portée et la finesse de l'esprit. Souvent ils n'en parlent entre eux qu'en les désignant par des sobriquets méprisants, tels que Tchorbadjî, mangeur de soupe, Pesevenk, fils de femme de mauvais vie etc. » M. Boué, tom. 4, p. 121—122.

où Reschid-pacha entreprit de dompter la basse Albanie, il commença par accorder une amnistie générale, à la suite de laquelle il invita tous les beys et chefs de phars à venir sceller par un grand banquet, près du Monastère, leur réconciliation avec le gouvernement. Conduits par Aslan-bey et Veli-bey, ils y vinrent au nombre de quatre à cinq cents; c'était l'élite de la population musulmane de l'Albanie. La fête fut splendide; mais à l'issue du repas, tandis qu'un orchestre militaire faisait entendre des airs d'une musique délicieuse, un régiment de troupes régulières vint enlacer silencieusement les hôtes de Reschid-pacha, en se rangeant en carré autour d'eux. Les malheureux ne pouvant s'imaginer un si horrible parjure, croyaient encore assister à des évolutions de la tactique européenne, lorsque soudain les tambours battirent la charge, une fusillade générale abattit cette brillante noblesse, et une attaque à la baïonnette acheva ceux qui respiraient encore (*). Environ un an plus tard, le même Reschid-pacha fêta la victoire de Babussa, en accordant à ses troupes le pillage de la ville musulmane de Kiouprili. Les femmes y furent déshonorées dans leurs harems par les réguliers, le vieux cadi assassiné et son cadavre traîné dans les rues (**). Ainsi préludait à son œuvre de rénovation sociale, le plus grand réformateur de la Turquie; il traitait ses coreligionnaires encore plus impitoyablement que les chrétiens. Dès lors, on comprendra sans peine pourquoi depuis 1831 les révoltes des Albanais musulmans furent encore plus fréquentes que celles des

(*) Cyprien Robert, p. 397. M. Boué, tome 2, p. 168, tome 4, p. 421-422.

(**) C. Robert, p. 400.

chrétiens, et comment les deux éléments se sont parfois coalisés pour s'opposer au régime tyrannique de la Porte. De 1833 à 1836, l'insurrection fut presque en permanence dans l'Épire, dans la moyenne-Albanie et surtout dans le pays des Guègues. En 1836, c'était le tour des Dibres, qui chassèrent l'autorité installée par le Roumelivalesi. En 1838, les Albanais de Rojai, trop vexés, avaient aussi expulsé leur aga turc, et s'en était choisi un autre. En 1839, ceux de Prisren et des Dibres se sont de nouveau révoltés; en 1840 il y eut également des mouvements semblables dans la vallée de Metoïa (*); enfin, sans parler d'une infinité d'autres soulèvements de moindre importance, en 1847, toute la Tsamourie fut sur pied pendant plusieurs mois.

Mais s'il n'y a pas de trêve possible entre l'administration turque et les Albanais, musulmans aussi bien que chrétiens, par la raison fort simple qu'il n'y a pas de lien moral qui les unisse, si la Porte est fatalement condamnée à se trouver en état d'hostilité permanente avec tous les éléments de la population, sur quoi va-t-elle donc se baser pour mettre à exécution en Albanie les engagements qu'elle prend sans cesse vis-à-vis de l'Europe? On peut conquérir un pays à l'aide d'une armée étrangère; mais aussitôt qu'on le veut gouverner, il faut nécessairement satisfaire à ses intérêts sinon à ses droits. Pendant longtemps le gouvernement turc a cru suffire à cette nécessité en acceptant l'anarchie que l'on connaît; puis un jour est venu où il a senti lui-même le besoin de mettre

(*) Je transcris ici M. Boué, tome 4, p. 425-426. Voir aussi la note du traducteur français de M. Urquhart, à la p. 15; ainsi que M. de Hahn, p. 103.

un terme à un état de choses, qui ne tendait à rien moins qu'à annuler la souveraineté ottomane. Il fallut alors songer à opposer aux intérêts et aux droits de la force brutale, ceux de l'ordre et de la légalité. Ces intérêts et ces droits existent dans tous les pays du monde, seulement il faut savoir les trouver, il faut surtout prendre confiance en eux et leur en inspirer. Le gouvernement turc, on l'a vu, n'a jamais pu y parvenir ; de là l'insuccès final de ses essais de réforme. Il a pu de temps à autre introduire en Albanie, par la voie de la force, un ordre factice ; mais cet ordre, ne trouvant pas d'appui moral dans le pays, était bientôt renversé. Ainsi en fut-il toujours dans le passé, par la répugnance qu'inspire le gouvernement ottoman, et par les principes désorganisateur que recèle la religion musulmane ; comment en serait-il autrement dans l'avenir, si les destinées de l'Orient continuent à être confiées à ce même gouvernement et à cette même religion ?

« Dès la fin de 1833, dit M. Cyprien Robert, tout l'ordre factice importé en Albanie par le grand-visir avait disparu, et en 1834 l'anarchie recommença plus terrible que jamais dans ce malheureux pays, qui en vint à regretter LES TEMPS PROSPERES d'Ali-pacha. Au moins alors n'avions-nous qu'un tyran, disaient les Toskes ; que Dieu nous le renvoie et nous baiserons avec amour la poussière de ses pas. (*) » Il suffit de se rappeler le régime d'Ali-pacha, ce régime de spoliations, de parjures, de massacres et de noyades, pour se faire une idée de ce que doit être un état de choses qui fait soupirer la population al-

(*) Revue des Deux Monde. t. 31, p. 401-402. — M. Boué, tome 4, p. 41. — M. de Hahn, p. 323.

banaise après les temps prospères du tyran de Jannina. Et l'on nous parle encore de la réforme, de ses bienfaits, et de l'espoir qu'on fonde sur elle pour la régénération de l'Orient !

Non-seulement la réforme n'a jamais été possible en Albanie, mais les essais qui en ont été tentés n'ont fait qu'ajouter aux élémens de désordre de ce pays, et, de peu utile qu'il a été de tout temps à la Porte, ils ont fini par le rendre menaçant pour elle. Jadis les Albanais ne se battaient qu'entre eux ou contre leurs voisins, maintenant les voilà qui se battent aussi et surtout contre le gouvernement turc ; celui-ci, ne pouvant en obtenir de l'argent, y trouvait au moins autrefois des hommes pour ses bandes irrégulières ; aujourd'hui qu'il s'agit de recrutement régulier, les hommes mêmes lui font défaut en Albanie. Tout au contraire, il est obligé d'employer ses meilleures troupes et des sommes considérables pour tenir en respect des sujets qui se trouvent dans un état d'insurrection permanente. C'est ce qui a fait dire à M. Boué, au sujet de l'Albanie et de la Bosnie, que « ces provinces » auraient été à elles seules l'origine de la ruine de la » Porte, si d'autres événements ne l'avaient pas précipitée (*). » Sans parler donc des raisons morales qui devraient engager l'Europe à avoir enfin pitié d'un peuple digne d'un meilleur sort et à le mettre en état de l'obtenir, il est du propre intérêt de la Turquie, de l'intérêt

(*) Tome 4, p. 122. La Bosnie se trouve à peu près dans les mêmes conditions que l'Albanie, et j'ai déjà eu l'occasion de relever ce fait inoui dans l'histoire, que là précisément où le régime turc a fait le plus de prosélytes, là aussi il a pu moins faire valoir sa souveraineté.

de ceux qui calculent sur son existence pour le règlement actuel des affaires d'Orient, de lui enlever au plutôt ces deux provinces qui la rongent et l'épuisent sans lui être d'aucune utilité. Par le fait, on ne la privera de rien, puisqu'elle n'en tire, de l'Albanie surtout, ni hommes, ni argent ; on la mettra seulement à même d'être plus tranquille en temps de paix, et de pouvoir, en temps de guerre, employer plus librement ses forces contre l'ennemi extérieur. Ce n'est qu'à cette condition qu'on peut, jusqu'à un certain point, se flatter de voir la Turquie trainer encore pendant quelque temps sa débile existence.

Quant à la question de savoir si l'Albanie, une fois détachée de l'empire turc, pourrait former un état indépendant, je n'en dirai quelques mots que parce que M. Boué a cru devoir la poser, bien qu'avec beaucoup d'hésitation. Il ne faut pas perdre de vue que la race albanaise est une de ces quasi-nationalités, qui, avec un sentiment très prononcé d'indépendance personnelle, manquent totalement de l'esprit de discipline qui seul peut donner la liberté nationale. Nature incomplète, faible comme masse, elle commence par être forte comme individu ; mais cette faiblesse là, réagissant chez elle sur l'individu, le dépouille peu à peu, lui aussi, de toutes les vertus dont le sentiment national est le père nourricier : l'attachement aux croyances, à la langue, au pays. Il s'ensuit que, privée de la sorte de conditions morales qui lui soient propres, cette race est prête à en recevoir de toutes les mains et de tous les côtés, et qu'elle finit par perdre même son individualité, ne gardant toujours et sous toutes les transformations, que son admirable bravoure et son extrême finesse d'esprit.

A cette exception près, elle éprouve sans cesse de véritables métempsycoses ; elle devient ce que peut la rendre la nationalité avec laquelle elle s'est trouvée en contact, et, si elle rencontre bien, elle peut produire des héros et des grands hommes. Tracer ce caractère de la race albanaise, c'est expliquer tous les faits capitaux de son histoire : l'aversion des diverses parties de son pays à se grouper sous une seule bannière ; sa facilité à accepter la souveraineté étrangère, pourvu qu'elle puisse sauver ses libertés locales ; l'insouciance avec laquelle elle troque ses croyances religieuses contre ses intérêts temporels ; son insignifiance historique comme nationalité distincte, et l'importance du rôle qu'elle a souvent joué sous l'impulsion d'autres nationalités ; l'étonnante diversité des caractères qu'elle revêt, suivant la qualité des influences qu'elle subit ; enfin l'imperfection de son idiome, qui est plutôt un ramassis informe et confus de termes étrangers, qu'une langue susceptible de développement et d'amélioration. Ainsi, manque absolu d'union nationale, absence de sentiment national, défaut de dialecte national tant soit peu digne de ce nom, il n'y a certes là rien qui puisse prétendre sérieusement à l'indépendance. Ajoutez à tout cela qu'à l'heure qu'il est, la population y est partagée par les croyances religieuses, à peu près également, en deux, sans parler de la subdivision catholique des chrétiens ; si les albanais musulmans, bien qu'ayant l'appui du gouvernement de Constantinople, n'ont jamais pu maîtriser les chrétiens du pays, comment ces deux éléments, abandonnés à leurs haines mutuelles et à leurs propres forces, parviendront-ils à s'entendre et à s'arranger ? Et ne serait-ce pas un

nouveau été ternel sujet de tiraillemens et de guerre civile?

M. Boué a été mieux inspiré lorsqu'abandonnant l'idée d'un état indépendant, il en est venu aux conclusions suivantes.

« L'Albanie bien fortifiée serait un pays aussi difficile à
» attaquer que facile à défendre, excepté du côté de la
» mer, où sa défense demanderait l'assistance d'une ma-
» rine ; or, si cette province était réunie à la Grèce, elle
» trouverait justement ce qui lui manque et acquerrait
» même probablement des marins nationaux. »

« Ce pays ne s'est pas encore affranchi de la Turquie à
» cause de la rivalité existante entre les Guègues et les
» Toskes, et les trois religions qui les divisent comme
» les Bosniaques. Il ne peut pas former des principautés à
» part, vu que les intérêts de bon nombre d'Épirotes sont
» trop les mêmes que ceux des Grecs et que des frontières
» naturelles ne séparent pas la Grèce de l'Épire, les limi-
» tes actuelles n'étant qu'un pis-aller pour remédier au
» pitoyable premier protocole des puissances, qui sépa-
» rait de la Grèce l'Étolie et l'Acarmanie. Si au contraire
» les frontières de la Grèce étaient portées sur le Scoumbi,
» les Guègues catholiques se trouveraient séparés de leurs
» rivaux, ce qui préviendrait des troubles pouvant surve-
» nir si la Grèce réunissait les deux peuples. Si avec cela
» on donnait à ce dernier pays toute la Macédoine jus-
» qu'à la chaîne centrale allant de Castoria à Melenik, on
» aurait réuni la presque totalité des Grecs de l'intérieur
» de la Turquie hors de la Thrace, tandis que les Bul-
» gares au N. pourraient former un royaume à part ou
» être annexés aux Serbes (*). »

(*) Tome 4, p. 52—53.

Ce serait m'écarter de mon sujet que de vouloir discu-
ter ici la délimitation proposée du côté de la Macédoine.
Je me bornerai donc à remarquer, quant à la ligne de
Scoumbi, que s'il y a des raisons qui militent pour l'an-
nexion des pays albanais à la Grèce, la présence d'une
faible minorité catholique (*) ne saurait y faire obstacle.
M. Boué a dit lui-même, dans une autre partie de son
ouvrage que « le roi Othon étant catholique aurait pu
» rapprocher les Guègues des Grecs, d'autant plus que le
» royaume hellénique renferme déjà des colonies alba-
» naises (**). » Il aurait pu ajouter que ce royaume
renferme aussi plusieurs milliers de catholiques, qui ne
se trouvent pas du tout mal du sort qui leur y a été
fait.

L'essentiel est de savoir si la réunion à la Grèce est de
nature à ramener la paix dans ces malheureux pays, et à
leur faire connaître de nouveau ces bienfaits de la civilisa-
tion dont ils n'ont été que trop longtemps sevrés. Il est cer-
tain d'abord que par le fait seul de l'annexion au royaume
hellénique des pays albanais avec leurs dépendances na-
turelles, la Thessalie et la Macédoine (***) l'élément

(*) Tome second du Spectateur, p. 440—441 M. Cyprien Robert fait monter le nombre des catholiques à 150,000 âmes ; mais suivant les chiffres officiels et détaillés de M. de Hahn, ce nombre ne s'élève même pas à 100,000 : c'est le seizième de la population totale.

(**) Tome 4, p. 128.

(***) « . . . Les Albanais du sud tendent à se confondre avec la Grèce. » Le cours naturel des événements a déjà presque réuni l'Épire à la Thessalie et à la Macédoine ; ces trois provinces qui ont une histoire commune, ne forment plus qu'un seul corps moral, industriel et administratif. » C. Robert, p. 405.

chrétien se trouvera y avoir acquis vis-à-vis de l'élément musulman une prépondérance qui fera disparaître toute possibilité d'antagonisme entre les deux religions. Au moment même de l'union, il y aura là 3,000,000 de chrétiens contre environ 900,000 musulmans, dont il faudra rabattre sur l'heure plusieurs milliers de cryptochrétiens, qui, ne professant l'islamisme qu'en apparence, et pour échapper aux vexations attachées à l'état de chrétien, ne manqueront certainement pas de revenir sur-le-champ à leur vraie religion (*). N'oublions pas d'ailleurs que tous ces musulmans sont des apostats chrétiens ou des descendants d'apostats chrétiens ; la puissance des souvenirs, la nouvelle éducation que recevront les jeunes gens, la nouvelle position qui sera faite à leurs pères, et surtout l'influence irrésistible des femmes (**), amèneront bientôt des conversions en masse tellement considérables, qu'au bout d'un certain temps, on peut le dire hardiment, il n'y restera plus de trace de cet islamisme immoral et anarchique qui fut la principale plaie des pays albanais (***)).

Parler cependant du triomphe de l'élément chrétien, c'est constater en même temps la prépondérance de l'élément grec. La basse Albanie est depuis longtemps un

(*) Études albanaises, p. 18.

(**) Les femmes y seront les missionnaires les plus actifs du christianisme, parce que, n'étant rien en dehors de la famille, elles sentent bien que la famille est impossible avec la polygamie musulmane.

(***) Lors de l'occupation de la Morée par les Vénitiens vers la fin du dix-septième siècle, tous les musulmans y retournèrent en masse au christianisme. Die Venezianer in Morea, 1685 — 1715. Von Leopold Ranke p. 38.

pays à peu près complètement grec (*). Quant à la moyenne Albanie, la population y est partagée entre la race albanaise et la race vlaque (**). Les Vlaques s'y établirent dès le XIII^e et le XIV^e siècle, par les soins des empereurs grecs de Constantinople. Ceux-ci, ayant entrepris alors de rattacher à l'empire les pays illyriens, voulurent faciliter leur tâche, par une de ces permutations d'habitans qui étaient très fréquentes au moyen âge ; ils favorisèrent d'un côté la grande émigration albanaise, qui, partie du pays du milieu, vint occuper les parages orientaux de la Grèce proprement dite, et ils poussèrent de l'autre côté les Vlaques de la Macédoine et de la Thessalie à aller remplir les vides que les émigrants laissaient dans la nouvelle Épire. Le gouvernement de Constantinople obtenait de la sorte deux résultats également importants : tandis qu'il rendait inévitable, dans un avenir plus ou moins prochain, l'hellénisation des tribus albanaises qui vinrent s'installer au milieu de la population grecque, il infusait en même temps dans les pays albanais un élément dont l'hellénisation était déjà beaucoup plus avancée que celle des indigènes qui s'en allaient. Actuellement les Vlaques, qui n'ont plus ni langue, ni sentiment national qui leur soit propre, sont tout-à-fait grécisés, et ils seraient bien étonnés si on venait leur disputer leur qualité de Grecs (***)). L'hellénisation des Albanais chré-

(*) Voir pour les détails le travail publié par le Spectateur sur l'Épire, tome 1, p. 125 et suiv. M. Cyrien Robert dit aussi : « L'Albanie du sud, si l'on en excepte le pays des Liapes et du Pinde, ne renferme que des tribus hellénisées. » p. 403.

(**) Études albanaises, p. 16.

(***) Coletti, l'ancien chef du parti français en Grèce, le général Chad

tiens de la moyenne Albanie n'est pas encore aussi prononcée que celle des Vlaques. Toutefois il ne faut pas se faire d'illusions là dessus : tout ce qui en Orient, à l'exception des Slaves, professe la religion grecque, est en voie de se fondre dans la grande nationalité grecque. La religion faisant tout le fonds moral de ces races, et cette religion leur étant enseignée en grec, il n'est guère possible de se tromper sur le point où doit les mener la double action de ces deux éléments primordiaux : sous ce rapport, les chrétiens du rit oriental de la haute Albanie auront aussi à jouer un rôle important dans l'œuvre de l'union de la race albanaise avec la race grecque ; car, suivant M. de Hahn, ils sont très nombreux dans le pachalik oriental de Prisrend (*).

Je disais tout à l'heure que la langue grecque, comme langue de religion, est un des principaux mobiles de la fusion ; j'ajouterai qu'elle y sert aussi puissamment comme unique langue de lettres du pays. En effet, on ne peut dire que la race albanaise ait une langue à elle. Qu'est-ce qu'une langue qui n'a même pas d'alphabet ? L'auteur des *études albanaises* qui a consacré un chapitre

Péto, les banquiers Sina, Tosizza et plusieurs autres personnages plus ou moins importants de l'époque actuelle, sont des Vlaques. Qui cependant s'est jamais avisé de les appeler autrement que des Grecs ?

(*) In dem Paschalik von Prisrend theilt sich dagegen die katholische Kirche mit der griechischen Kirche in die christlichen Bevölkerung. Wir sind nicht im Stande das numerische Verhältniss beider Theile anzugeben, halten uns aber zu der Annahme berechtigt, dass der griechische bedeutend sein müsse ; weil dort mehrere berühmte und reich begüterte griechische Kloster liegen, in deren einem ein griechischer Erzbischof residirt, dessen Sprengel sich über das ganze nördliche Albanien erstreckt. *Études albanaises*, p. 18 - 19.

entier de son ouvrage à ce soi-disant alphabet, est obligé de convenir qu'il est parfaitement inconnu soit à Durazzo et à Scodra, soit dans toute la Toskarie, c'est-à-dire aussi bien dans la haute que dans la basse Albanie, et que dans le reste du pays il n'y a pas 50 personnes en tout qui en font usage (*). Tout indigène de rite oriental qui veut acquérir une certaine éducation, est donc obligé, à défaut d'autre idiome lettré, de la commencer par l'étude de la langue grecque. C'est ce qui explique comment il y a toujours eu de grandes écoles helléniques, non-seulement dans la basse Albanie, et surtout à Jannina, mais aussi à Argyrokastron, à Bérat et jusque par delà le Scoumbi, à Elbassan et à Ochrida. On y enseigne la langue grecque, l'histoire, la géographie, la géométrie, le tout en langue grecque. L'étude de cette langue, par les souvenirs auxquels elle se rattache et par les chefs-d'œuvre qu'elle explique, est déjà propre à fasciner l'esprit de l'étudiant ; et si l'on songe qu'il n'a à lui opposer rien qui lui soit propre, que c'est la langue dans laquelle il prie son Dieu, dans laquelle il fait ses lectures, dans laquelle il exprime par écrit sa pensée, que c'est en un mot la langue qui représente la portion la plus noble de son existence, on comprendra aisément comment elle finit par s'emparer de tout son être moral, par le transformer, et par l'identifier avec la nationalité, dont elle est la plus vivante expression. C'est ainsi que les Vlaques et qu'une foule d'Albanais ont continué à s'helléniser durant les quatre derniers siècles. Mais si telle fut l'influence de la langue grecque, même sous la domination ottomane, combien plus puissante n'en serait

(*) p. 296

pas l'action, lorsque l'Albanie ayant été annexée à la Grèce, des écoles nombreuses et mieux organisées couvriront le pays et qu'une foule d'autres considérations sociales et politiques viendront précipiter le mouvement et multiplier les conditions de la fusion ?

Je me résume. L'élément chrétien devenu prépondérant, et, comme conséquence de ce premier fait, les haines mutuelles entre les deux croyances disparaissant peu à peu devant une grande union religieuse ; la fusion des deux races accélérée, et, comme conséquence de ce second fait, la rivalité entre les Guègues et les Toskes, cet esprit de localité et de morcellement qui sépare jusqu'à présent les Albanais du nord de ceux du sud, s'effaçant peu à peu devant un sentiment plus élevé, plus général de nationalité ; en un mot, l'ordre moral et matériel rétabli dans ce pays, tel sera le premier résultat de son annexion au royaume grec.

Mais il y en aura sans doute bien d'autres, à en juger par ce que la race albanaise est devenue dans la Grèce proprement dite, après son frottement séculaire avec la nationalité hellénique. Cette race y développa un esprit industriel qui produisit les plus magnifiques résultats, témoin les colonies albanaises d'Hydra et de Spetzia. Elle donna à la révolution grecque de grands hommes de guerre et de grands citoyens : les Coundourioti, les Miaouli, les Sachtouri, les Botzari, étaient d'origine albanaise. Elle fit preuve dans mille circonstances d'un dévouement patriotique qui provoqua l'admiration du monde ; il suffit de rappeler qu'une bonne moitié de la célèbre garnison de Missolonghi était composée de Souliotes. Elle manifesta, dans le nouvel ordre de choses établi par la

royauté, un esprit de discipline, une aptitude aux lettres, une facilité à s'appropriier les idées et les allures de la civilisation européenne, qui étonneraient quiconque, sachant ce que c'est que l'Albanais chez lui, ne serait point familiarisé avec la faculté de transformation que possède ce singulier protégé. Il y a aujourd'hui en Grèce tel savant professeur de l'Université, tel officier distingué de l'armée régulière, tel orateur des chambres, tel élégant homme du monde, dont les aïeux firent partie de la grande émigration qui quitta, il y a quelques siècles, les environs d'Elbassan et de Bérat, pour se diriger vers le sud. Pourquoi la race albanaise ne deviendrait-elle pas chez elle, par le contact avec la nationalité grecque, ce qu'on l'a vue devenir en Grèce, par l'action de cette même nationalité ?

C'est ici enfin le lieu de faire une courte comparaison entre les diverses transformations qu'ont subies les populations albanaises. On connaît la triste destinée de celles qui ont passé à l'islamisme. L'Albanais-musulman n'a ni industrie, ni éducation, ni discipline, ni patriotisme, ni foi, car, quelque médiocre que soit l'opinion que nous ayons de l'islamisme, nous ne lui ferons cependant pas l'injure de l'identifier avec les croyances que professe l'Albanais-musulman. Ali-pacha de Jannina, voilà la plus haute expression de ce que peut devenir l'Albanais sous l'influence du mahométisme. Quant à l'Albanais-slave, il a un peu plus de foi, un peu plus d'attachement à son pays que l'Albanais-turc ; mais il est tout aussi privé d'éducation et d'industrie, et il est encore plus indisciplinable, si c'est possible : le type de l'Albanais-slave, c'est le Monténégrin. Seul l'Albanais grec présente toutes les conditions de l'homme vraiment civilisé. Ce n'est pas à

dire certainement que la civilisation grecque soit supérieure à toute autre. Lorsqu'après les premiers succès de l'élément grec dans les pays illyriens, ceux-ci furent conquis par les Romains, la civilisation romaine était pour le moins égale à la civilisation grecque; lorsqu'après le second établissement de l'élément grec dans ces pays, la conquête ottomane vint renverser son œuvre, le mahométisme, quoiqu'il fût déjà loin des temps prospères des Abbassides, n'en possédait pas moins un certain esprit d'ordre et de discipline qui fit sa fortune politique et militaire à cette époque; eh bien, la conquête ottomane de même que la domination romaine, n'engendra en Albanie qu'une anarchie déplorable. Il n'y a que la nationalité grecque qui y ait toujours réussi dans ses essais de civilisation. C'est qu'il y a entre ces deux races une affinité morale et nationale qui fait qu'elles peuvent cadrer, s'adapter, se fusionner et se compléter mutuellement. S'il y a une vérité constatée par des faits historiques et incontestables, c'est bien celle-là. Plaise à Dieu que l'enseignement n'en soit pas perdu pour la politique pratique de nos jours!

P.

La Russie Contemporaine

PAR L. LÉOUZON LE DUC. Paris 1854.

Faisant partie de la *Bibliothèque des chemins de fer*.

—0000—

Si quelqu'un osait affirmer que la presse et les chemins de fer servent de nos jours à rendre les haines plus vivaces, à généraliser les préjugés qui séparent les nations chrétiennes; que la guerre au contraire apprend aux na-

tions belligérantes à se connaître, à s'estimer, à s'aimer, on crierait de suite au paradoxe; et cependant il aurait prononcé une grande vérité.

Voilà un volume de la *Bibliothèque des chemins de fer*, intitulé *la Russie contemporaine*. Un million peut-être de lecteurs, dont l'intérêt était éveillé par le titre de cet ouvrage, l'ont parcouru, il y a quelques mois; et en fermant le livre, ils étaient convaincus que l'empereur Nicolas est un tyran (*); que sur quarante cinq millions de Russes, quarante croupissent dans une condition voisine de la brute (**); que les plus beaux chefs-d'œuvre de la littérature russe ne dépassent pas la portée des écrivains contemporains de second ou même de troisième ordre de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre (**); qu'en cas de guerre avec une grande puissance maritime telle que l'Angleterre ou la France, S. Pétersbourg serait à la merci d'une flotte ennemie; et qu'il n'y a pas de remparts, quelque solides et bien défendus qu'ils soient, qui puissent résister long-temps aux moyens de destruction dont on dispose aujourd'hui (†).

Supposons maintenant qu'un de ces lecteurs, inspiré par le livre, comme Alexandre par la flûte de Timothée, et voulant donner carrière aux sentimens de haine et de mépris que cette lecture a fait éclore dans son âme, coure de suite aux armes, et s'embarque pour la nouvelle croisade d'Orient; qu'après avoir fait son devoir sur le champ de bataille, il tombe prisonnier des Russes, et qu'après une captivité de quelques semaines, il retourne à ses foyers. Sa femme, ses enfans, ses amis l'entourent; après

é (*) P. 69. (**) P. 227. (***) P. 189. (†) P. 31, voir aussi p. 379.

avoir entendu de sa bouche la narration de ses exploits et de ses malheurs, ils sont impatients d'avoir aussi son avis sur ces Russes contre lesquels ils lui savaient avant son départ une profonde antipathie. Eh bien ! les conclusions de son discours seront diamétralement contraires à celles de la *Bibliothèque des chemins de fer*. Il leur dira, nous en sommes sûrs (*) que la Russie a des remparts qui résistent long-temps, hélas ! aux moyens de destruction dont on dispose aujourd'hui ; que l'empereur Nicolas ne doit pas être un tyran, puisque des millions d'hommes lui sacrifient sans murmurer leur fortune et leur sang ; que les prisonniers de guerre y sont traités comme des frères ; qu'il y a en Russie des poètes sublimes, des écrivains éminents ; que le peuple y est religieux, doux, gai, hospitalier ; que la civilisation y est beaucoup plus répandue que ne le croit le public des chemins de fer de France et d'Angleterre ; que les héroïques assiégeans, comme les héroïques assiégés de Sévastopol, sont revenus bien vite des préjugés qu'ils nourrissaient les uns contre les autres ; que plus on se bat, plus on s'estime ; et que, la guerre continuant, on passera sans doute de l'estime à l'amitié (**).

Voilà un homme que la presse et les chemins de fer, ces deux grands bienfaits de Dieu, ont poussé à la haine, à la guerre, au sang ; et que la guerre, ce grand fléau de l'humanité, nous ramène converti à l'amour, à la paix.

Nous sommes sincèrement fâchés pour l'honneur de la presse et des chemins de fer qu'ils aient à rougir devant

(*) Tout cela n'est pas une simple supposition. Tout le monde connaît la relation du lieutenant du Tiger sur sa captivité.

(**) Voir l'opinion des Zouaves sur les soldats Russes dans la Presse d'Orient du 1 Mars.

la sanglante Bellone, et qu'ils aient oublié leur véritable mission sur la terre.

De tous les chapitres de ce petit volume, qui a éveillé en nous ces réflexions, celui qui est écrit avec le plus d'amertume et de fausseté, c'est le chapitre sur l'église gréco-russe. Pour tout ce qu'il a plu à M. Léouzon le Duc d'avancer contre le gouvernement et la nation russe, ce n'est pas à nous de répondre. Mais en défendant contre ses sarcasmes la religion et l'église gréco-russe, nous défendons notre propre cause.

« Si nous, écrivains de l'église orientale, nous nous bornions à combattre les assertions de l'écrivain français, nous ferions une besogne inutile ; on ne nous croirait pas en Occident. Tout le monde serait libre de choisir entre ces assertions d'une part, ces négations d'autre part ; et le choix ne serait pas douteux un seul moment ; car il ne faut pas compter sur des jugemens impartiaux dans l'état présent des esprits en Europe.

Il vaut mieux faire appel de l'Occident en colère à l'Occident lui-même lorsque ses passions n'étaient pas éveillées, lorsqu'il était en état d'examiner avec sang froid et de juger avec justice ; il vaut mieux opposer aux affirmations de M. Léouzon les jugemens d'autres écrivains occidentaux, plus compétens et plus instruits que lui.

M. Léouzon entre en matière par ces paroles du père Lacordaire. « Qu'est-ce que l'église gréco-russe. — C'est l'église catholique réduite à l'état de pétrification. »

Mettons en regard de cette assertion le jugement de M. Ami Boué, le savant écrivain de la *Turquie d'Europe* (*)

« La religion grecque est une religion de progrès ; tandis

(*) Tom. III, Paris 1840. p. 109.

que celle de Rome est un culte stationnaire comme celui du Dailama au Thibet, qui ne peut ni n'a même voulu prévoir aucune possibilité de modification conforme aux lumières.»

L'église russe, on ajoute, est l'instrument servile de l'État.

« L'opinion, dit M. Neale (*) qu'en Russie l'église est la créature de l'État, opinion répandue avec tant d'art par les catholiques romains, est foncièrement fausse. L'Eglise jouit dans cet empire de plus de liberté que toute autre église dans le monde.»

Ce S^t Synode de l'Eglise Russe qu'on nous représente comme un corps servile mené par la cravache d'un général de cavalerie, s'est plus d'une fois trouvé en divergence d'opinion avec le gouvernement; et l'Empereur a été obligé de révoquer des ordonnances, parce que le S^t. Synode les regardait comme contraires aux canons de l'Eglise. Un exemple mémorable eut lieu en 1831. Un ukasa impérial avait été rendu par lequel tout moine ayant prononcé des vœux avant l'âge légal, devait retourner à la vie séculière. Sur les représentations du Synode, cette loi de l'empire fut révoquée! Il n'est donc pas vrai qu'au S^t. Synode comme partout, la volonté du Tzar est le seul flambeau qui éclaire comme la seule loi qui dirige (*).

Mais c'est ridicule, dit-on, qu'un général de cavalerie soit procureur au S^t Synode, et que par son veto il puisse en annuler ou suspendre toute décision!

D'abord, le veto du procureur de l'État près du St.

(*) John Mason Neale, a history of the holy eastern Church. London 1850. Tom. I. p. 58.

(*) Russie contemporaine pag. 224. Voir aussi sur le St. Synode de Russie M. Hanthausen. Studien über Russland, Hannover 1847. Tom. I. 249—351.

Synode ne s'étend qu'aux matières extérieures ou mixtes, dans lesquelles l'État est intéressé; et non pas aux matières intérieures et purement religieuses sur lesquelles l'État n'a aucun contrôle à exercer. Est-ce qu'en France une bulle du Pape peut avoir force légale si le gouvernement n'en a pas permis la publication?

Nous ne savons pas s'il est jamais arrivé que le Procureur au Saint Synode fut un général de cavalerie. C'est tout à fait indifférent, et ce n'est pas tout à fait ridicule, parce que ce procureur ne représente que l'État, et l'État peut choisir ses serviteurs partout où bon lui semble. Et pourquoi ne trouve-t-on pas ridicule, dans le gouvernement du Pape, un Cardinal ministre de la guerre, de la police ou des finances?

(La fin prochainement.)

Quinzaine politique du Spectateur.

—0000—

La position n'a en rien changé dans cette quinzaine. Les travaux de la guerre continuent à côté de ceux de la paix. Les états de l'Europe sont sollicités à se déclarer, et descendent un à un dans l'arène. L'horizon s'obscurcit en Crimée, les rangs des combattans s'épaississent, les alliés pressent le siège, et les Turcs proclament des victoires; en même temps la Russie se lève toute entière en armes, les cohortes russes se multiplient autour de Sévastopole. Déjà elles ont essayé une attaque contre Eupatorie, et l'auraient occupée s'ils eussent mieux calculé la longueur de leurs ponts, et sans les canons de la flotte alliée. Déjà deux généraux turcs sont tombés sous leur

coups, et elles ont fait leur apparition sur les hauteurs qui couronnent Balaclava. Une affaire définitive paraît imminente. De l'autre côté L. J. Russel s'achemine vers Vienne pour travailler à la pacification, et M. Titoff y est appelé pour éclairer le congrès de sa profonde connaissance de l'Empire ottoman. Les deux laboratoires sont donc en plein mouvement; il s'agit de voir qui fera le plus promptement et le plus complètement sa besogne? Est-ce l'épée qui tranchera, est-ce l'habileté qui déliera le nœud gordien? L'un ou l'autre de ces modes peut paraître plus avantageux ou plus agréable aux différents états de l'Europe; mais au point où les partis sont aujourd'hui engagés, les événements ne sont que dans la main de Dieu, et nul ne peut prétendre les maîtriser. Il y a cependant une prétention, une seule, que l'Europe peut élever à juste titre, et à laquelle elle serait prête à faire les plus grands sacrifices, c'est que, quelle que puisse être la solution, elle soit telle qu'on n'ait plus à y revenir; l'Europe acceptera la guerre, pourvu qu'on lui en garantisse le résultat comme décisif, elle souscrira à la paix, pourvu qu'on la lui présente fondée sur des bases inébranlables. Ce qu'il lui faut, c'est la conviction que ces commotions terribles, qui menacent de bouleverser la face de monde civilisé, et de rompre les liens de la société, qui détraquent les fortunes, qui arrêtent le cours du commerce, qui tarissent les sources de l'industrie, ne se renouvelleront plus.

La Russie, dit-on à l'Europe, a une politique traditionnelle; elle veut englober la Turquie. Elle est déjà assez formidable comme cela; que sera-ce lorsqu'elle se sera adjoint un pays aussi vaste, aussi fertile, aussi riche, des

populations aussi braves, aussi actives que le sont les chrétiens de l'Orient? Nous voulons mettre la Russie hors d'état d'exécuter ce funeste dessein. L'Europe pourrait y opposer la dénégation formelle du Czar; mais elle ne le ferait pas; elle admettrait ce qu'on lui dit: elle comprendrait parfaitement l'importance du danger qu'on lui signale, et ne demanderait pas mieux que de voir la Russie mise hors d'état d'accomplir le projet qu'on veut qu'elle entretienne. Elle saluerait, nous voulons l'admettre, avec joie la guerre qui tendrait à ce résultat; mais il faut qu'elle y tende. Que Sévastopole soit conquise, l'Europe ne serait pas satisfaite, car la Russie, on l'a appris aujourd'hui, a des chantiers, et de quoi se faire une autre flotte à Nicolaïeff. Que Nicolaïeff soit détruit à son tour, ce n'est pas encore l'affaire de l'Europe, car la Russie pourrait envahir la Turquie par terre, comme elle l'a envahie en 1826. Qu'on lui prenne la Bessarabie et qu'on l'annexe à sa voisine, étonnée du bonheur qui lui viendrait en dormant, le but n'en serait pas mieux atteint; La Turquie n'en serait pas plus forte, la Russie n'en serait qu'insensiblement affaiblie. On se rappelle les vains efforts que faisait la grenouille de la fable pour augmenter la capacité de son corps chétif; elle créva, mais elle n'atteignit pas aux dimensions du bœuf. Il faudra donc persévérer encore dans la guerre; et l'on se rappelle que la Russie peut perdre jusqu'à sa capitale, sans que cela l'empêche de se relever tout aussi forte qu'avant. Il sera nécessaire de lui porter des coups plus mortels, si l'on veut la réduire à l'état de ne pas inspirer des craintes à la Turquie. C'est là ce que l'Europe a le droit d'attendre de la guerre; si l'on fait moins, si l'on s'arrête en chemin, elle se plaindra d'avoir été plongée dans un océan de malheurs, sans en avoir recueilli le fruit, et sans avoir été garantie contre leur retour. La guerre donc, mais la guerre à condition de pulvériser la Russie, de la réduire plus bas que la Turquie. Autrement elle n'a pas de but.

Mais si les chances de la paix l'emportent, l'Europe aura encore ici le droit de la demander solide et efficace. Vous nous avez assez dévoilé les vues ambitieuses de la Russie. Vous en étiez tellement persuadés, que vous avez tiré le

sabre, au risque de mettre l'Europe à feu et à sang. L'Europe a respecté votre conviction, a subi en silence toutes les conséquences de votre entreprise, et vous a laissés faire, ou même vous a aidés. Aujourd'hui vous rengainez l'épée, vous concluez la paix ; nous le voulons bien ; mais nous avons compris la grandeur du péril dont vous avez parlé, et nous prétendons qu'avant tout, votre paix soit de nature à écarter ce péril. Que la Russie ait accepté les quatre points, avec ou sans commentaires, cela ne remédie à rien ; la plus haute portée de ces points serait qu'elle céderait sa domination exclusive dans la mer Noire, sa protection exclusive sur les chrétiens de l'orient. Vain espoir ! Elle continuerait à dominer sur l'une, qui est enclavée dans ses vastes domaines, elle ne cesserait de protéger les autres, dont elle est la voisine toute-puissante, ainsi que la coréligionnaire, qui a de tout temps su flatter leur plus ardent besoin, celui de la liberté. Vous aurez ainsi fait un traité, dont l'effet serait illusoire, qui surtout ne changerait en rien la nature, la position réelle et la force ou de la Russie ou de la Turquie, et qui n'empêcherait pas la première, si elle en avait envie, d'avahir la seconde, si l'occasion s'en présentait, et de l'anticiper à son profit. La paix donc, mais une paix qui changerait ou les conditions d'existence de la Russie, au point de lui rendre impossible toute empiètement sur la Turquie, ou bien celles de la Turquie au point de la mettre à l'abri d'un tel empiètement, ou de donner moins de prise sur son indépendance. La guerre la plus longue et la plus désespérée vous mettrait difficilement à même de remplir la première de ces conditions ; comment un simple traité de paix vous le permettrait-il ? La seconde, seule praticable, doit attirer toute votre attention. Vous n'en êtes pas à apprendre que la race turque, physiquement et moralement affaiblie, et constamment rongée par la haine implacable de ses propres sujets, ne pourra jamais offrir ces garanties. Vous avez déjà reconnu le néant du rêve qui vous avait bercés pendant un instant, des prétendues réformes par lesquelles les Turquie rajeunirait comme l'aigle, et s'attirerait l'affection et le soutien de ses populations chrétiennes ; vous savez bien que la Turquie ottomane n'est

aujourd'hui qu'une ombre, qui demain se sera évanouie elle-même ; Il ne vous reste donc comme point d'appui d'une paix solide, que les races chrétiennes de la Turquie, si susceptibles de progrès, si rapides à se développer. Toute mesure que vous prendriez en dehors d'elles, serait un replâtrage, qui ne trancherait pas la question, et qui tôt ou tard vous forcerait à recommencer.

Aussi ces races, avec leur intelligence ordinaire, ont-elles compris l'avenir assuré que le destin leur réserve, et elles s'y préparent, ou plutôt elles l'attendent avec confiance. Elles auraient conservé des doutes, et se seraient épuisées en efforts pour l'atteindre, si la justice et l'humanité étaient seules à le leur promettre ; mais c'est l'intérêt de l'Europe qui s'en porte garant, et elles croient inutile de faire dorénavant un seul pas au devant de lui, car elles sont sûres qu'il viendra à elles. Des hommes malveillants, ou qui ont intérêt à représenter aux puissances occidentales la continuation de l'occupation comme un besoin politique, et à entretenir une malheureuse méfiance entre elles et le peuple grec, ont dernièrement fait courir le bruit que les Grecs se préparaient, à une nouvelle invasion du territoire turc, et un journal d'Athènes a eu le tort de se laisser prendre à leurs intrigues. Nous ne croyons pas inutile de rapporter ici le fait, qui a pu donner naissance à cette nouvelle calomnie contre la Grèce. Le nouveau pacha Arta a appelé à un rendez-vous l'un des chefs amnistiés de la dernière insurrection de l'Épire. Le capitaine grec s'y rendit sans défiance ; mais à peine y fut-il arrivé, que les satellites du Pacha se jetèrent sur lui et le massacrèrent. Trois Pallicares qui le suivaient ont voulu se défendre, et sont tombés victimes de la perfidie des Turcs, après avoir vendu cher leur vie. Scaltzozanni, l'autre des anciens chefs de l'insurrection, ayant appris la mort de son compagnon, se porta avec quatre-vingt épirotes contre le Pacha, qui fit venir de nouvelles forces d'Arta, et le combat continuait encore au moment où s'arrêtent nos nouvelles. Les Grecs, on le voit, n'ont agi que pour leur légitime défense ; personne n'a sans doute jamais prétendu qu'ils poussassent le res-

pect pour les combinaisons politiques de l'Europe, jusqu'à se laisser égorger par leurs féroces bourreaux, sans essayer de mourir au moins en braves. Ces désordres ne sont que la preuve de l'incorrigibilité des Turcs, et de l'incompatibilité des deux peuples qu'on espère pouvoir fondre en un seul ; ils ne doivent être considérés ni comme un soulèvement en masse, ni comme un commencement d'une guerre d'indépendance, que Grèce libre ne provoquera et ne soutiendra pas dans les circonstances présentes. Que l'Europe soit entièrement rassurée sur ce point. Il y aura sans doute toujours des actes de désespoir privé, provoqués par la brutalité des tyrans, mais aussi longtemps que les puissances occidentales couvrent les Turcs de leurs boucliers, les Grecs ne bougeront pas en masse pour aucune entreprise de quelque importance. Ils mordront leurs chaînes avec indignation, mais ils ne feront rien pour les briser ; ils savent qu'elles tomberont d'elles-mêmes. Il y a un an, ils prirent les armes, lorsqu'ils virent la Turquie prête à expirer sous les coups des Russes ; lorsque sa succession allait être ouverte, ils tenaient à se réserver leurs droits d'héritiers. Ils se maintinrent aussi long-temps qu'ils croyaient n'avoir vis-à-vis d'eux que les Turcs. Aujourd'hui ils n'ont pas moins de sujets de haine contre la tyrannie, moins d'ardeur pour la liberté, une conviction moins profonde de l'inefficacité de toutes les réformes tentées ou à tenter en Turquie ; mais ils ne se soulèveront pas, car aujourd'hui, derrière la Turquie il y a l'Europe, derrière leurs ennemis il y a leurs protecteurs. Ils n'iront pas se heurter contre l'impossibilité ; ils ne chercheront pas à conquérir par la force des armes ce que leur donne la force des choses.

A.